

J'ai écouté le ministre de l'Environnement parler du potentiel touristique. C'est vrai que les gens qui se préoccupent du développement économique devraient se rappeler qu'il n'y a de potentiel touristique que dans la mesure où on préserve la magnifique biosphère que les gens veulent voir. C'est vrai, non seulement pour le sud de l'île Moresby, mais aussi pour nos quatre parcs nationaux de montagne et j'espère que le ministre s'en souviendra quand il discutera le projet d'agrandissement de la station Sunshine Village.

En dernière analyse, on ne peut pas développer le tourisme, l'agriculture ou d'autres secteurs de façon valable dans un environnement qui se détériore, qu'il s'agisse de l'érosion du sol pour l'agriculture ou de la préservation de l'île Moresby par respect pour les revendications du peuple haïda ou pour des raisons touristiques.

Je ne peux présenter qu'un seul autre argument parce que j'ai un discours à faire ce soir à Winnipeg. Je le regrette parce que je voudrais beaucoup participer au débat sur la motion que l'opposition présentera demain sur la Commission Brundtland. Cependant, d'autres membres de mon parti y participeront et nous l'attendons avec impatience.

La question du sud de l'île Moresby a des répercussions internationales en ce qui concerne l'exemple que le Canada donne au monde dans les questions environnementales. La Commission Brundtland a déclaré que les pays en développement sont enfin capables de mettre en valeur ou d'exploiter les ressources naturelles que nous mettons en valeur ou que nous exploitons depuis longtemps.

Les forêts sont un bon exemple de ces ressources naturelles. On s'est beaucoup inquiété dans le monde du rythme de l'abatage dans la forêt vierge de l'Amazonie, soit 600 acres par jour, selon certains. La conservation de ces forêts, qu'on appelle parfois les poumons du monde à cause de l'abondante quantité d'oxygène qu'elles produisent, ne concerne pas seulement cette région, mais toute la biosphère.

De quel droit les Canadiens pourront-ils demander aux habitants du Brésil et des autres pays dont le niveau de vie est si inférieur au nôtre et qui ne consomment qu'un quatre-vingtième de l'énergie du monde, de ne pas couper leurs forêts pour sauver la planète, si les Canadiens, avec leurs richesses et leur système politique et économique avancé, ne peuvent s'empêcher d'abattre les forêts de l'île Lyell ou du sud de l'île Moresby? Le ministre de l'Environnement et d'autres Canadiens ne pourraient plus jamais assister sans honte à une conférence sur l'environnement. En toute honnêteté, ils ne pourraient plus demander aux autres pays de ne pas abuser de la planète si le Canada ne donnait pas lui-même l'exemple.

● (1610)

Il ne s'agit pas simplement d'une décision locale prise en Colombie-Britannique ou dans la région sud de Moresby, voire à la Chambre des communes. Il s'agit de voir si, à ce stade-ci de notre histoire, le Canada va faire un pas dans la bonne direction ou si nous allons faire preuve de cette inertie dont a parlé la Commission Brundtland et que nous devons surmonter, si nous ne voulons pas voir le jour où notre génération sera jugée sévèrement par les générations futures—si générations futures il y a—parce que nous n'aurons pas su assumer notre responsabilité morale envers la création et les générations à venir.

Les subsides

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il n'y a ni question, ni observation, nous reprenons le débat. Avant de donner la parole au prochain orateur, cependant . . .

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

QUESTIONS À DÉBATTRE

Le président suppléant (M. Paproski): En conformité de l'article 66 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: L'honorable député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow)—L'alphabétisme—Les adultes analphabètes fonctionnels—La nécessité d'établir un programme fédéral-provincial.—On demande au gouvernement de se fixer comme objectif de résoudre le problème d'ici dix ans; l'honorable député d'Algoma (M. Foster)—L'agriculture—Les producteurs de blé—La campagne agricole de 1987-1988—On demande un paiement d'appoint.—On demande la mise sur pied de nouveaux mécanismes de refinancement de la dette; l'honorable député de Davenport (M. Caccia)—L'environnement—Le plan de nettoyage de la rivière Niagara.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT—LA TRANSFORMATION DE LA RÉGION SUD DE MORESBY EN PARC NATIONAL

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Fulton:

Que la Chambre exhorte le gouvernement de la Colombie-Britannique à collaborer à la transformation en parc national de la région sud de Moresby dans les îles de la Reine-Charlotte;

Que le gouvernement prévoit en outre l'indemnisation des propriétaires affectés par la création d'un tel parc national; et

Que la Chambre confirme en outre son intention d'assurer la participation continue des Haïdas aux questions qui affectent la région sud de Moresby.

L'hon. Chas L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, permettez-moi, tout d'abord, de féliciter le député de Skeena (M. Fulton) pour la motion dont il nous saisit aujourd'hui. Il me serait difficile de trouver suffisamment de mots pour décrire la persévérance, la patience et l'imagination dont il a fait preuve pour assurer l'avenir qu'il souhaite aux îles de la Reine-Charlotte.

Nous sommes, bien entendu, fort soulagés d'apprendre que la question de la région sud de Moresby pourrait connaître une fin heureuse. Il faut remercier l'actuel ministre de l'Environnement (M. MacMillan) pour les efforts qu'il a déployés dans le cadre des négociations, en montrant que le gouvernement fédéral était disposé à négocier et à trouver l'argent nécessaire, afin de procéder à l'application pratique de l'engagement pris; il s'agissait sans aucun doute de bien plus qu'un simple bon principe de gestion. Selon moi, si cette question connaît une fin heureuse, on se rappellera du nom du ministre et ce, à juste titre.